

mode de passation du marché et les critères de désignation de l'adjudicataire doivent être motivés et ce, plus particulièrement pour tout marché supérieur à 100 000 F.

#### Dispositions finales

**Art. 12.** Le présent arrêté règle les matières visées à l'article 108ter, § 2, de la Constitution.

**Art. 13.** Le présent arrêté produit ses effets le 20 juillet 1989.

**Art. 14.** Les Ministres de l'Exécutif sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 septembre 1989.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,

Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation, de la Nature et de la Politique de l'Eau,

G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,

R. GRYP

Le Ministre des Travaux publics,  
des Communications et de la Rénovation des Sites  
d'activités économiques désaffectés,

J.L. THYS

ervan. Daaruit volgt dat de wijze van afsluiting van de overeenkomst en de criteria inzake aanduiding van de opdrachtnemer gemotiveerd moeten zijn en zulks meer bepaald voor elke overeenkomst van meer dan 100 000 F.

#### Slotbepalingen

**Art. 12.** Dit besluit regelt de aangelegenheden bedoeld in artikel 108ter, § 2, van de Grondwet.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 20 juli 1989.

**Art. 14.** De Ministers van de Executieve zijn belast, ieder voor wat hem betreft, met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 28 september 1989.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,  
Minister van Ruimtelijke Ordening,  
Ondergeschikte Besturen en Tewerkstelling,

Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,

G. DESIR

De Minister van Economie,

R. GRYP

De Minister van Openbare Werken,  
Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

J.L. THYS

F. 89 — 2171

**28 SEPTEMBRE 1989.** — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale réglant les modalités du contrôle administratif et budgétaire de l'agglomération bruxelloise

L'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 108ter, § 2 de la Constitution;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de Communes, modifiée par la loi du 21 août 1987;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment l'article 69;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 juillet 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1989 de l'Exécutif de la Région Bruxelles-Capitale portant règlement de son fonctionnement dans les matières d'agglomération et réglant la signature des actes de l'Exécutif,

Arrête :

**Article 1er.** Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par le Comité des finances et du budget tel que défini par l'article 3, § 3 de l'arrêté de l'Exécutif du 20 juillet portant règlement de son fonctionnement dans les matières d'Agglomération et réglant la signature des actes de l'Exécutif.

#### Section I

Du Comité des finances et du budget  
dénommé ci-après l'Exécutif

**Art. 2. § 1.** L'Exécutif a dans ses attributions l'élaboration des avants-projets de règlements budgétaires.

N. 89 — 2171

**28 SEPTEMBER 1989.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve tot regeling van de modaliteiten inzake administratief en budgettair toezicht van de Brusselse agglomeratie

De Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,

Gelet op artikel 108ter, § 2 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1987;

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, inzonderheid op artikel 69;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 12 juli 1989 houdende verdeling van de bevoegdheden tussen de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;

Gelet op het besluit van 20 juli 1989 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende het règlement van haar werking in agglomeratieaangelegenheden en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve,

Besluit :

**Artikel 1.** Het administratief en budgettair toezicht wordt uitgeoefend door het Comité van Financiën en van Begroting zoals bepaald bij artikel 3, § 3 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 20 juli houdende het règlement van haar werking en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve.

#### Afdeling I

Het Comité van Financiën en van Begroting  
hieronder genoemd de Executieve

**Art. 2. § 1.** De Executieve is bevoegd voor de uitwerking van de voorontwerpen van budgettaire reglementen.

§ 2. Il détermine son attitude à l'égard des amendements introduits par les membres du Conseil. En cas d'urgence, cette compétence est exercée par le Ministre du Budget.

Art. 3. § 1. L'Exécutif surveille l'exécution du budget. A cet effet, il est informé régulièrement par le Ministre du Budget de la situation financière et budgétaire et peut se faire remettre toute information relative à l'exécution du budget.

§ 2. L'Exécutif détermine son attitude à l'égard des propositions de règlements venant des membres du Conseil dont l'adoption serait de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses. En cas d'urgence, cette compétence est exercée par le Ministre du Budget.

Art. 4. L'Exécutif prend les mesures nécessaires lorsque des circonstances imprévues nécessitent une révision de la politique financière et budgétaire.

### Section II

Du Ministre des Finances et du Ministre  
qui a l'administration générale dans ses attributions

Art. 5. En exécution de l'arrêté de l'Exécutif du 12 juillet 1989 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les compétences des membres de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, les compétences du Ministre des Finances et du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions pour les matières d'Agglomération, sont exercées par le Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les Finances, le Budget et la Fonction publique, dénommé ci-après le Ministre du Budget.

Art. 6. Sont soumis à l'accord du Ministre du Budget :

— Les avant-projets de règlements et arrêtés, de décisions ou de délibérations :

- a) pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistant;
- b) qui sont de nature, soit à influencer les recettes, soit à entraîner des dépenses nouvelles;
- c) qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi des subventions;
- d) qui concernent des subventions qui excèdent le montant arrêté par l'Exécutif et dont l'octroi n'est régi par aucune règle organique;

- e) qui créent des nouveaux emplois;
- f) qui modifient des échelles de traitement et des salaires du personnel de l'Agglomération;
- g) qui ont pour objet l'établissement des règles organiques en matière d'allocations, d'indemnités ou d'avantages en nature à charge du budget de l'Agglomération, ainsi que l'octroi d'allocations, indemnités ou avantages en nature, non soumis à des règles organiques.

— Le Ministre du Budget doit saisir l'Exécutif des questions visées aux points repris ci-avant si aucune délégation n'est attribuée à propos de ces questions par l'arrêté du 20 juillet 1989 organisant le fonctionnement et la délégation de signature des actes de l'Exécutif.

— Le Ministre du Budget peut saisir l'Exécutif des questions qui ne doivent pas être obligatoirement soumises à l'Exécutif mais sur lesquelles il ne peut marquer son accord ou le saisit, s'il l'estime nécessaire.

### Section III. — Des inspecteurs régionaux.

Art. 7. Les inspecteurs régionaux assument le contrôle administratif et budgétaire de l'Agglomération bruxelloise tel que stipulé à l'article 38, § 1er de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles.

A cette fin :

1° Les inspecteurs régionaux assistent l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale dans le contrôle administratif et budgétaire de l'Agglomération bruxelloise. Ils exercent leur mission sur place et sur pièce. Ils se font communiquer tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mission.

2° Sans préjudice de toutes missions que leur confie l'Exécutif, sont soumises, pour avis, aux inspecteurs régionaux :

- a) les questions visées aux sections I et II;
- b) les propositions dont la réalisation est susceptible d'entraîner une répercussion financière ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services. Les inspecteurs examinent notamment si ces propositions sont conformes aux décisions de l'Exécutif.

§ 2. Zij bepaalt haar houding ten opzichte van de door de reden van de Raad ingediende amendementen. In dringende gevallen wordt die bevoegdheid uitgeoefend door de Minister van Begroting.

Art. 3. § 1. De Executieve waakt over de uitvoering van de begroting. Daartoe wordt de Executieve geregeld door de Minister van Begroting op de hoogte gehouden van de financiële en budgettaire toestand en kan zij zich elke informatie i.v.m. de uitvoering van de begroting laten overhandigen.

§ 2. De Executieve bepaalt haar houding ten opzichte van de voorstellen van reglementen van de leden van de Raad waarvan de goedkeuring een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven. In dringende gevallen wordt deze bevoegdheid door de Minister van Begroting uitgeoefend.

Art. 4. De Executieve treft de nodige maatregelen wanneer onvoorziene omstandigheden een herziening van het financieel en budgettair beleid zulks vereisen.

### Afdeling II

De Minister van Financiën en de Minister  
die de algemene administratie tot haar bevoegdheid heeft

Art. 5. In uitvoering van het besluit van 12 juli 1989 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende vaststelling van de bevoegdheden van de leden van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, worden de bevoegdheden van de Minister van Financiën en van de Minister tot wiens bevoegdheid de algemene administratie behoort voor agglomeratieaangelegenheden, uitgeoefend door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve die bevoegd is voor Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, hierna Minister van Begroting genoemd.

Art. 6. Het akkoord van de Minister van Begroting is vereist voor :

-- De voorontwerpen van reglementen en besluiten, beslissingen of heraadslagingen :

- a) waarvoor de kredieten ontoereikend of onbestaand zijn;
- b) die de ontvangsten kunnen beïnvloeden of nieuwe uitgaven tot gevolg kunnen hebben;
- c) die organieke regelen voorschrijven of wijzigen inzake toekenning van subsidies;
- d) die betrekking hebben op subsidies die hoger liggen dan het door de Executieve vastgestelde bedrag en waarvoor de toekenning door geen enkele organieke regel wordt bepaald;
- e) die nieuwe arbeidsplaatsen in het leven roepen;
- f) die weddeschalen en lonen van de personeelsleden van de Agglomeratie wijzigen;
- g) die het vaststellen van de organieke regelen inzake toelagen, vergoedingen of voordelen in natura ten laste van de begroting van de Agglomeratie tot voorwerp hebben, of die toelagen, vergoedingen of voordelen in natura die niet door organieke regelen zijn bepaald, toekennen.

— De Minister van Begroting moet de in de hiervoren vermelde punten bedoelde kwesties bij de Executieve aanhangig maken indien er voor de kwesties geen enkele delegatie is verleend bij het besluit van 12 juli 1989 houdende de werking en de delegatie van handtekening van de akten van de Executieve.

— De Minister van Begroting kan kwesties bij de Executieve aanhangig maken die niet verplicht aan de Executieve moeten worden voorgelegd doch waaromtrent zij haar instemming niet kan betuigen of de zij aanhangig maakt indien zij zulks noodzakelijk acht.

### Afdeling III. — De Gewestelijke inspecteurs

Art. 7. De Gewestelijke inspecteurs verzekeren het administratief en budgettair toezicht van de Brusselse Agglomeratie zoals bepaald bij artikel 38, § 1 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen.

1° Daartoe staan de Gewestelijke inspecteurs de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk gewest bij in het budgettair toezicht op de Brusselse agglomeratie. Zij voeren hun opdracht uit ter plaatse en op stukken. Zij vragen hen alle voor de uitoefening van hun opdracht noodzakelijke stukken en inlichtingen te verstrekken.

2° Ongeacht al de opdrachten die de Executieve hen toevertrouwd worden aan de Gewestelijke inspecteurs voor advies voorgelegd :

- a) de in de afdelingen 1 en 2 bedoelde kwesties;
- b) de voorstellen waarvan de uitvoering een financiële weerslag kan hebben alsmede die welke betrekking hebben op de administratieve organisatie van de diensten. De inspecteurs gaan inzonderheid na of die voorstellen overeenstemmen met de beslissingen van de Executieve.

3° Lorsque le Ministre intéressé ne peut se rallier à un avis émis par un inspecteur régional sur une des propositions visées à l'article 7, 2°, b), il saisit le Ministre du Budget de la proposition. Si le Ministre du Budget ne peut donner son accord sur cette proposition, il la soumet à l'Exécutif.

4° § 1. Les inspecteurs régionaux donnent leur avis sur toutes les questions soumises à leur examen par les Ministres compétents.

§ 2. Les inspecteurs régionaux donnent leur avis sur toute question d'ordre budgétaire que leur soumet le Ministre-Président ou le Ministre des Finances. Ils transmettent une copie de leur rapport au Ministre compétent.

5° Les inspecteurs régionaux sont chargés de déceler toutes les causes susceptibles d'être à l'origine des déficits comptables et budgétaires qu'il s'agisse de la gestion des dépenses courantes ou des dépenses extraordinaires.

Art. 8. Les inspecteurs régionaux assurent le contrôle de l'exécution journalière du budget.

Les actes administratifs de l'Agglomération assurant la gestion journalière sont ceux couverts par des dépenses inscrites au budget ordinaire, récurrentes et destinées à assurer le fonctionnement normal de l'institution en ce compris les contrats en cours.

A cette fin, ils visent préalablement :

a) Tout document engageant une dépense de personnel, de fonctionnement, de transferts, à l'exception de :

1. les dépenses de personnel pour autant qu'il s'agisse de l'application de réglementations existantes :

- octrois de salaires, allocations et indemnités;
- promotions dans la limite des cadres.

2. les dépenses de transferts accordées conformément à des règles organiques.

b) Tout document engageant une dépense de dette, à l'exception des prélèvements d'office effectués par un pouvoir public ou par le Crédit Communal de Belgique, ou tout document portant diminution d'une recette.

Art. 9. Ils visent également toutes les dépenses du service extraordinaire et les moyens de financement de ces dépenses.

Art. 10. Lorsque le Ministre compétent ne peut se rallier à l'avis négatif émis par l'Inspection régionale, il saisit le Ministre du Budget qui, s'il ne peut donner son accord sur la proposition de dépense, la soumet à l'Exécutif.

Art. 11. Le présent arrêté règle les matières visées à l'article 108ter, § 2, de la Constitution.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 20 juillet 1989.

Art. 13. Les Ministres de l'Exécutif sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 septembre 1989.

Le Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale,  
Ministre de l'Aménagement du Territoire,  
des Pouvoirs locaux et de l'Emploi,  
— Ch. PICQUE

Le Ministre des Finances, du Budget,  
de la Fonction publique et des Relations extérieures,  
J. CHABERT

Le Ministre du Logement, de l'Environnement,  
de la Conservation, de la Nature et de la Politique de l'Eau,  
G. DESIR

Le Ministre de l'Economie,  
R. GRYP

Le Ministre des Travaux publics, des Communications  
et de la Renovation des Sites d'activités  
économiques désaffectés,  
J.L. THYS

3° Wanneer de betrokken Minister niet kan akkoord gaan met een advies uitgebracht door een Gewestelijk inspecteur i.v.m. een van de in artikel 7, 2°, b), bedoelde voorstellen, maakt hij dit voorstel aanhangig bij de Minister van Financiën. Indien de Minister van Begroting zijn instemming niet kan betuigen met dit voorstel, legt hij het voor aan de Executieve.

4° § 1. De Gewestelijke inspecteurs brengen advies uit over alle hen door de bevoegde Ministers voor onderzoek voorgelegde kwesties.

§ 2. De Gewestelijke inspecteurs brengen advies uit over alle kwesties van budgettaire aard hen voorgelegd door de Minister-Voorzitter of de Minister van Financiën. Zij maken een kopie van hun verslag over aan de bevoegde Minister.

5° De Gewestelijke inspecteurs zijn ermee belast alle oorzaken op te sporen die aanleiding kunnen geven tot boekhoudkundige en budgettaire tekorten ongeacht of het gaat om het beheer, de lopende uitgaven of de buitengewone uitgaven.

Art. 8. De inspecteurs staan in voor de controle op de dagelijkse uitvoering van de begroting.

De administratieve akten van de agglomeratie die het dagelijks beheer verzekeren zijn die, gedekt door uitgaven ingeschreven op de gewone begroting, terugkerend en bestemd om de normale werking van de instelling te verzekeren, met inbegrip van de lopende overeenkomsten.

Daartoe viseren zij voorafgaandelijk :

a) Alle stukken die een uitgave tot gevolg hebben inzake personeel, werking, overdrachten met uitzondering van :

1. de personeelsuitgaven voor zover het gaat om de toepassing van bestaande reglementen :

- toekenning van lonen, toelagen en vergoedingen;
- bevorderingen binnen de perken van de kadern.

2. de uitgaven voor overdrachten toegestaan overeenkomstig de organieke regelen.

b) Alle stukken die betrekking hebben op een schulduitgave met uitzondering van ambtshalve opnemingen verricht door een openbaar bestuur of door het Gemeentekrediet van België of die een vermindering van ontvangsten tot gevolg hebben.

Art. 9. Zij viseren ook alle uitgaven in buitengewone dienst en de middelen tot financiering van die uitgaven.

Art. 10. Wanneer de bevoegde Minister niet kan instemmen met het door de Gewestelijke inspectie uitgebracht negatief advies, brengt hij de Minister van Begroting hiervan op de hoogte die, indien hij niet kan akkoord gaan met het voorstel van uitgave, de zaak voorlegt aan de Executieve.

Art. 11. Dit besluit regelt de aangelegenheden bedoeld in artikel 108ter, § 2, van de Grondwet.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 20 juli 1989.

Art. 13. De Ministers van de Executieve zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 september 1989.

De Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve,  
Minister van Ruimtelijke Ordening, Ondergeschikte  
Besturen en Tewerkstelling,  
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen,  
J. CHABERT

De Minister van Huisvesting, Leefmilieu,  
Natuurbehoud en Waterbeleid,  
G. DESIR

De Minister van Economie,  
R. GRYP

De Minister van Openbare Werken, Verkeer en  
Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten,

J.L. THYS